



Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Décembre 2021

POLOGNE	1
HONGRIE.....	7
REPUBLIQUE TCHEQUE.....	12
SLOVAQUIE	15
LETTONIE.....	19
ESTONIE.....	19

POLOGNE

Pour information : 1 € = environ 4,6 PLN

Nominations

- Le 28 décembre Michał Mistrzak a été nommé Inspecteur Général de la Protection de l'Environnement. Il a assuré l'intérim du poste depuis le 17 septembre dernier. Mistrzak a codirigé la mise en place du département de la lutte contre la criminalité écologique à l'Inspectorat général de la protection de l'environnement (*GDOŚ*) dont il a été directeur adjoint au cours des derniers mois. Pendant plus de 20 ans, il a été fonctionnaire à la direction centrale de la police judiciaire.
- Le 23 décembre, la ministre du climat et de l'environnement, Anna Moskwa, a nommé Wojciech Krawczyk au poste de plénipotentiaire en charge de la sécurité énergétique. Le plénipotentiaire s'occupera, entre autres, de donner ses avis sur les projets de documents stratégiques gouvernementaux relatifs à la sécurité et au fonctionnement du secteur énergétique. Il suivra également les activités dans le cadre de la Politique énergétique de la Pologne jusqu'en 2040 et préparera les documents nécessaires au ministre pour mener la politique énergétique de l'État.
- Le 7 décembre M. Mariusz Golecki a été nommé au poste de vice-ministre du développement économique et des technologies en charge des analyses économiques, gestion immobilière, politique industrielle, innovation, affaires européennes (hydrogène, projets spatiaux, projets d'innovation etc.).

Climat / Environnement

- Anna Moskwa, ministre du climat et de l'environnement, a présenté les trois priorités législatives de son ministère pour 2022 :
 1. élaboration d'un projet d'amendement de la loi sur la préparation et la réalisation des installations nucléaires et des aménagements associés et plusieurs autres lois. Cela devrait permettre d'améliorer toutes les étapes du processus d'investissement lié à la construction de la première centrale nucléaire en Pologne ;
 2. l'amendement des lois concernées par le paquet relatif aux déchets. Son objectif majeur est de mettre en place la responsabilité élargie du producteur ;
 3. préparation d'un projet de loi sur les parcs nationaux dont l'objectif sera de réglementer le fonctionnement des parcs nationaux en tant que forme de conservation de la nature et acteur institutionnel.
- Le 9 décembre la diète (*sejm*) polonaise a adopté une résolution qui appelle les pays européens à suspendre le système d'échange de quotas d'émission de l'UE (le SEQE) et à prendre des mesures visant à le modifier. Le texte indique que le SEQE de l'UE « est devenu une menace majeure pour la Pologne ».

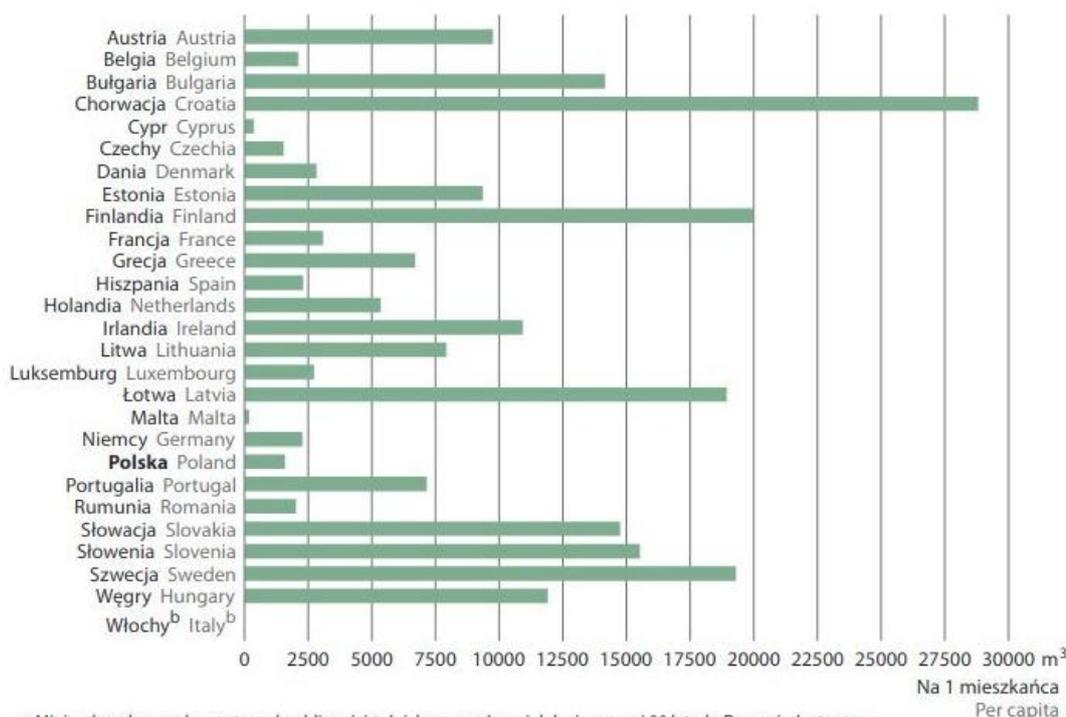


(...) » et que « la construction spéculative du SEQE entraîne la hausse sans précédent du prix de l'énergie ce qui présente un danger pour la sécurité énergétique de la Pologne et pour toute l'UE. »

Eau

- La Pologne est l'un des pays européens les plus touchés par le problème de la pénurie en eau. Selon le dernier rapport de l'Office Central des Statistiques (GUS), en 2020, les ressources hydriques s'élevaient à environ 60 Md m³ (et à moins de 40 Md m³ pendant la saison sèche). De plus, les bassins de rétention ont toujours une faible capacité qui ne dépasse pas 6% du volume des écoulements d'eau du territoire du pays.

Wykres 2. Zasoby wód w krajach Unii Europejskiej (średnia z wieloletnia)^a
Chart 2. Fresh water resources in European Union countries (long-term average)^a



a Minimalny okres wykorzystany do obliczeń średnich rocznych z wieloletnia wynosi 20 lat. b Dane niedostępne.
a The minimum period taken into account for the calculation of long term annual averages is 20 years. b Data not available.
Źródło: baza danych Eurostatu.
Source: Eurostat Database.

source : Office Central des Statistiques

- Le 6 décembre dans les locaux du ministère du climat et de l'environnement a eu lieu la conférence de presse dédiée à la coopération de l'Inspection Générale de la Protection de l'Environnement (GIOŚ) et de Wody Polskie, la société d'Etat chargée de la gestion de l'eau en matière d'élimination des rejets d'eaux usées dans les fleuves. Les contrôles des 121 déversements réalisés récemment par Wody Polskie ont révélé 37 rejets d'eaux usées illégaux. La ministre a souligné que la qualité de l'eau en Pologne est améliorée, mais laisse encore beaucoup à désirer. Ainsi, Wody Polskie et GIOŚ vont intensifier la coopération pour mettre en place la directive-cadre sur l'eau et atteindre la meilleure qualité de l'eau.

Déchets

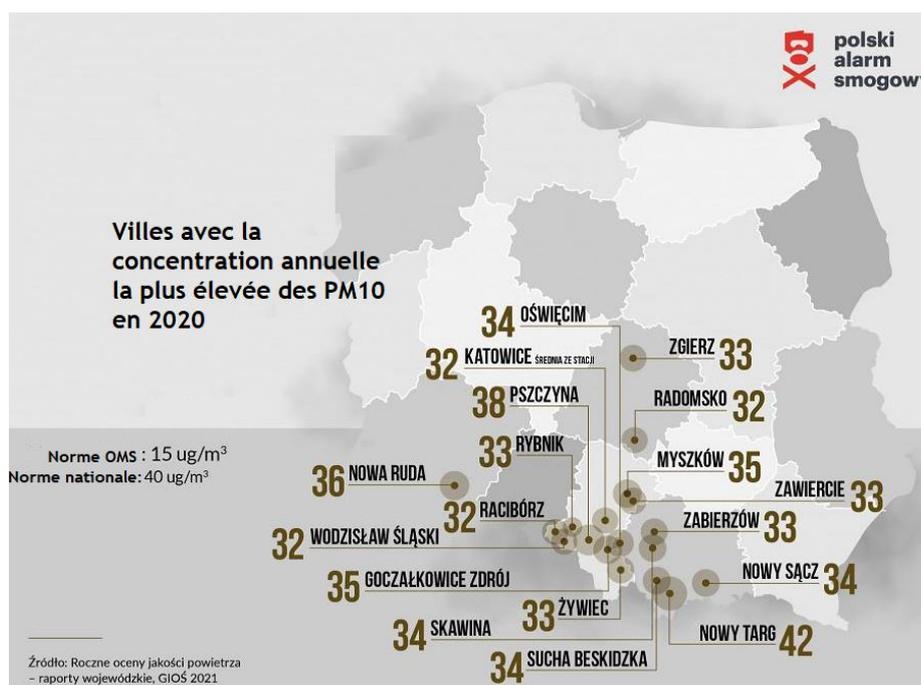
- Conformément à la législation européenne, d'ici 2035 la Pologne devra diminuer au niveau de moins de 10% le volume des déchets mis en décharge et atteindre le taux de 65% du recyclage des déchets communaux. La fraction résiduelle des déchets (25%) à haut pouvoir calorifique pourrait être valorisée par incinération. Actuellement, en Pologne il y a neuf incinérateurs et cinq projets sont en cours. Les déchets résiduels sont traités aussi dans les 179 usines de traitement biomécanique. Ils sont également utilisés dans les cimenteries comme combustibles de substitutions. Selon les estimations du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) environ 2 Mt des déchets ayant un pouvoir calorifique élevé pourraient être valorisés dans les installations d'incinération avec récupération d'énergie pour le chauffage urbain. Ainsi, le NFOŚiGW a lancé le programme « Gestion rationnelle des déchets » dont l'objectif est de cofinancer les investissements liés à l'utilisation des combustibles dérivés de déchets dans le secteur énergétique, mais aussi à la collecte séparée de déchets et à la construction



des installations de traitement de déchets. Le budget du programme adressé aux collectivités locales, entreprises et autres entités s'élève à 2,5 Md PLN (0,5 Md€), dont 1 Md PLN (0,2 Md€) pour les projets dans les installations d'incinération avec récupération d'énergie.

Qualité de l'air

- Le Tribunal régional de Gliwice a jugé que la pollution de l'air de longue durée avait porté atteinte aux droits de la personnalité et a ordonné au Trésor public de payer une indemnité de 30 000 PLN (6 520 €) à l'habitant de la ville de Rybnik, l'une des villes les plus polluées de l'Union européenne, qui a assigné l'Etat en 2015.



source : Alerte au smog polonaise (Polski Alarm Smogowy)

ENR

- Selon les données de GUS (Office National des Statistiques), en 2020, la part des ENR dans la consommation finale brute d'énergie était de 16,13%. « Au cours des six dernières années, le gouvernement polonais a réalisé les engagements qu'il avait pris précédemment pour accroître l'utilisation des sources d'énergie renouvelables et accélérer la transformation du secteur énergétique du pays. Les données de GUS pour 2020 sur la part des ENR dans la consommation finale d'énergie confirment que le développement du secteur des ENR va dans la bonne direction » -a déclaré la ministre du climat et de l'environnement, Anna Moskwa. Cela signifie que l'année dernière, la Pologne a dépassé de plus d'un point de pourcentage la part requise des ENR dans la consommation finale d'énergie, telle que fixée par la directive européenne, soit 15 %. Comme le souligne le portail gramwzielone.pl, les données des années précédentes laissaient penser que l'objectif en matière des ENR ne serait pas atteint. Selon les données publiées il y a un an par GUS, en 2019, la part d'énergie provenant de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie a augmenté de 0,70 p.p. par rapport à 2018, atteignant 12,18%. Selon le portail gramwzielone.pl, la nette augmentation de la part des ENR en 2020 pourrait avoir été influencée non pas tant par une forte augmentation de la production d'énergie verte, car il n'y en a pas eu, mais principalement par une diminution de la consommation globale d'énergie dans la situation d'un ralentissement économique induit par une pandémie. Le portail note également que si dans le rapport de l'Office central des statistiques pour 2019, nous pouvons trouver des informations selon lesquelles la part des ENR dans le mix énergétique polonais était de 12,18 %, dans le rapport publié aujourd'hui, GUS informe que la part des énergies vertes pour 2019 était beaucoup plus élevée et s'élevait à 15,38 %. D'après la réponse obtenue par le portail auprès de GUS, la mise à jour des données sur la part des ENR résulterait, entre autres, de l'inclusion de la consommation de biomasse dans les ménages.
- Les représentants de l'administration gouvernementale et les parties prenantes du secteur de l'énergie solaire en Pologne ont signé le 16 décembre 2021 un Accord de coopération pour le développement du secteur photovoltaïque. L'objectif de cette initiative est de soutenir le développement de l'industrie et de maximiser la part de l'industrie nationale des équipements photovoltaïques dans la chaîne

d'approvisionnement. Le directeur général de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), Francesco La Camera, a également participé à l'événement.

- Le 14 décembre, le président Andrzej Duda a signé la loi du 29 octobre 2021 modifiant la loi sur les sources d'énergie renouvelables et certaines autres lois. L'amendement a finalement été adopté par la Diète le 2 décembre 2021, suite au rejet du veto du Sénat. L'introduction de la facturation nette, c'est-à-dire d'un système de règlement basé sur la valeur de l'énergie excédentaire produite par un prosummateur, est le changement le plus important de la modification de la loi. Le système de facturation nette s'appliquera aux nouveaux prosummateurs qui demandent le raccordement au réseau à partir du 1er avril 2022. Selon les experts du secteur, à la suite de l'amendement, le développement de l'énergie photovoltaïque pour les consommateurs en Pologne sera réduit de moitié. D'après les experts de l'Institut des énergies renouvelables, si cette année 2 GW de micro-installations ont été ajoutés au système électrique, l'année prochaine ce chiffre tombera à 1 GW. L'Association de l'industrie photovoltaïque Polska PV va même plus loin et prévoit qu'en 2022, le nombre de nouvelles installations diminuera de 70 %. Comme le souligne le quotidien *Rzeczpospolita*, les experts estiment néanmoins que ces changements ne décourageront pas tout le monde. Malgré les nouvelles conditions, un prosummateur serait toujours en meilleure position qu'un consommateur : les économies pourraient atteindre 50 à 60 % du montant de la facture.
- L'entreprise polonaise ML System a inauguré le 16 décembre la première au monde chaîne de production de verre à revêtement quantique. Quantum Glass est un verre moderne qui produit de l'électricité tout en étant transparent et doté d'un coefficient d'isolation thermique élevé. Outre la production d'énergie solaire, les vitres Quantum Glass répondent aux exigences thermiques, acoustiques et de protection solaire et réduisent considérablement le réchauffement des pièces et la pénétration des rayons UV nocifs.

Energie

Nucléaire

- La commune de Choczewo, située au bord de la mer a été choisie comme site privilégié pour la construction de la première centrale nucléaire de Pologne. L'emplacement nommé "Lubiatowo-Kopalino" a été indiqué sur la base des études environnementales et de localisation menées depuis 2017. « *Le site répond à toutes les exigences environnementales pour ce type d'installations et est sûr pour les résidents locaux* », a déclaré la société Polskie Elektrownie Jądrowe dans un communiqué de presse. PEJ sp. z o.o va maintenant demander à obtenir les décisions administratives nécessaires. Les résultats des analyses ont été inclus dans le rapport sur l'impact environnemental de l'investissement. Comme l'indique la société, le rapport sera soumis au directeur général de la protection de l'environnement au cours du premier trimestre de l'année 2022.



source : Gazeta Wyborcza

- 74 % des Polonais sont favorables à la construction de centrales nucléaires en Pologne, selon un sondage commandé par le Ministère du climat et de l'environnement en novembre 2021. Dans le même temps, 58% des personnes interrogées accepteraient qu'une telle centrale soit construite près de leur lieu de résidence.
- Début décembre, PKN Orlen et Synthos Green Energy ont signé un accord d'investissement pour créer une entreprise commune Orlen Synthos Green Energy. L'objectif principal de l'entreprise sera la



préparation et la commercialisation en Pologne de la technologie des petits réacteurs nucléaires, en particulier le réacteur BWRX-300 de GE Hitachi Nuclear Energy. L'accord signé prévoit un large éventail d'activités de l'entreprise comprenant, entre autres, la promotion de la technologie, le soutien au développement de solutions juridiques, l'examen de sites pour la construction d'installations, la mise en œuvre d'investissements conjoints, ainsi que la production d'énergie et de chaleur à l'aide de ces technologies pour les besoins propres, municipaux et commerciaux.

Electricité / Chaleur

- Mi-décembre, le président de l'Office de Régulation de l'Energie (URE) a approuvé les tarifs de l'énergie pour quatre vendeurs dits d'office et cinq grandes entreprises de distribution. En conséquence, les consommateurs du groupe G11 (tarif le plus répandu), pour lequel Enea, Energa, PGE et Tauron sont vendeurs d'office, paieront environ 37% de plus pour l'énergie. L'augmentation des tarifs de distribution s'élèvera à 9 % en moyenne. Cela signifie qu'à partir du 1er janvier 2022, la facture moyenne totale d'un ménage statistique facturée de manière globale (vente et distribution dans le groupe G11) augmentera d'environ 24% par rapport à 2021, soit d'environ 4,5 € nets par mois.
- Début décembre, l'unité à cycle combiné de la centrale de cogénération de Żerań a été mise en service. Le contrat pour sa construction a été signé en octobre 2017. L'entrepreneur était un consortium composé de Mitsubishi Hitachi Power Europe et de Polimex Mostostal. La valeur de l'investissement s'est élevée à 347 M€. Le nouveau bloc de la centrale devait être prêt dès la fin de 2020. La nouvelle unité TGCC a une capacité thermique de 326 MWt et une capacité électrique de 494 MWe. Elle produira 3,0 TWh d'électricité et 1,9 TWh de chaleur par an. Elle brûlera entre 500 et 650 M m³ de gaz naturel par an. Le bloc servira d'unité de base dans la centrale et permettra ainsi d'éteindre une partie des unités au charbon qui ne répondent pas aux normes européennes. Les chaudières à charbon restantes ne seront allumées qu'en cas de forte demande d'énergie. En résultat, les émissions de poussière seront réduites à zéro et les émissions de dioxyde de carbone de 40%.

Hydrogène

- Dans une interview accordée à l'Agence de Presse polonaise (PAP), Maciej Chorowski, président du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau, a annoncé qu'en 2022 dans le cadre de la Stratégie nationale Hydrogène à l'horizon 2030 le Fonds s'emploiera activement à engager les projets et les investissements dans le domaine de l'hydrogène. Il a souligné que le Fonds financera les projets utilisant l'hydrogène produit sur la base des ENR ou du biométhane. Le Fonds financera non seulement l'achat des bus à hydrogène par les collectivités locales ou la construction des stations de ravitaillement en hydrogène, mais soutiendra également la construction, pratiquement de zéro, de l'industrie liée, entre autres, du ou des électrolyseurs et des piles à combustible.
- La société SES Hydrogen SA (filiale de l'entreprise polonaise SESCOM) et la société Polskie Domy Drewniane (Maisons en bois polonaises, détenue en 99% par le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau et en 1% par la Banque de la Protection de l'Environnement) ont signé une lettre d'intention concernant la construction à Środa Śląska (Silésie) d'un lotissement de 1 800 maisons au chauffage à hydrogène. La chaudière sera alimentée par l'hydrogène produit à base d'ENR. Le projet en est au stade préliminaire de développement - les travaux de construction devraient commencer à la mi-2024. La première phase de l'investissement sera cofinancée par des fonds du programme "Nouvelles énergies" géré par le Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion des eaux.

Gaz / Pétrole

- Mi-décembre, le président de l'URE a également approuvé de nouveaux tarifs pour la vente de gaz pour PGNiG Obrót Detaliczny et pour la distribution de ce combustible pour Polska Spółka Gazownictwa. Pour un client statistique du groupe W-1.1, consommant du gaz pour la préparation des repas, le paiement sera plus élevé de 41%, ce qui signifie une augmentation de la facture d'environ 1,95 € nets par mois. Pour les bénéficiaires du groupe W 2.1 (qui consomment du gaz également pour chauffer l'eau), le paiement augmentera de 54%, c'est-à-dire de 12 € nets par mois. Les clients qui consomment les plus grandes quantités de gaz, c'est-à-dire ceux qui chauffent leur maison au gaz (groupe tarifaire W-3.6), paieront environ 43,5 € nets de plus par mois (augmentation des paiements de 58%).



Transport

Urbain

- La voïévodie de Łódź a lancé un appel d'offres pour la fourniture de 20 autobus hybrides. Les achats seront cofinancés du Deal Polonais (Polski Ład). Les offres peuvent être soumises jusqu'au 28 janvier.
- La ville de Iława (voïvodie de Varmie-Mazurie) a acheté deux bus électriques chinois Yutong E8. L'achat a été cofinancé par les fonds européens à hauteur de plus de 4,26 M PLN (0,92 M€). Pour rappel, la société Busnex Poland, représentante polonaise de Yutong, a signé déjà les contrats de vente avec Lidzbark Warmiński, Bobowa, Polkowice, Łomża, Ojrzeń et Śniadowo.

Electromobilité

- Le programme "Mon véhicule électrique" mis en place par le Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau (NFOŚiGW) subventionne l'achat et la location de véhicules à zéro émission. Le programme est prévu jusqu'en 2026. Dans le cadre du programme, la Banque de Protection de l'Environnement (BOŚ) assure le leasing subventionné de voitures à faibles émissions (y compris les voitures électriques) à partir de fonds confiés par NFOŚiGW, conformément à l'accord conclu avec le Fonds le 8 septembre 2021. Le leasing avec subvention est fourni par les sociétés de leasing qui coopèrent avec la BOŚ. Le leasing subventionné peut inclure :

- véhicules à émission zéro de la catégorie M1 (voitures particulières pour 8 passagers maximum),
- véhicules de catégorie N1 (camionnettes de livraison jusqu'à 3,5 t).

La surtaxe de leasing dépend de la catégorie du locataire et du type de véhicule. Les sociétés Arval Service Lease Polska, LeasePlan Fleet Management et Volkswagen Financial Services sont les premières sociétés de leasing qui ont signé des accords avec la Banque de Protection de l'Environnement pour ce programme.

- L'entreprise polonaise Yolo S.A. change le profil de ses activités (jusqu'à présent spécialisée en services de prêts à la consommation) et se lance dans l'installation des postes de recharge pour véhicules électriques. La société envisage de développer un réseau de franchises de bornes de recharge qui au cours des quatre prochaines années pourrait comprendre 2 500 stations. L'investissement sera cofinancé du programme du « Soutien à l'infrastructure de recharge des véhicules électriques et de ravitaillement en hydrogène » du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau.

Infrastructures de transport

- Le 9 décembre 2021, un accord a été signé entre la Pologne et la République de Corée, renforçant la coopération dans la mise en œuvre du Pôle multimodal Central (CPK). L'accord a été signé par le plénipotentiaire du gouvernement polonais chargé de CPK, vice-ministre des infrastructures Marcin Horala, le ministre sud-coréen du territoire, des infrastructures et des transports Noh Hyeong Ouk et les présidents des sociétés CPK et Incheon International Airport Corporation (IIAC). Le document annonce la participation de la République de Corée au capital du projet polonais et crée les conditions pour entreprendre d'autres activités conjointes axées sur l'évaluation financière du projet et les études de faisabilité. L'accord prévoit des actions visant à créer une joint-venture dans laquelle les Coréens prendront une participation minoritaire. Incheon International Airport Corporation, qui fournit des services de conseil spécialisé à CPK depuis le début de l'année, confirme la justesse des actions visant à une participation au capital du projet polonais. D'ici la fin de l'année prochaine, les deux parties définiront les conditions détaillées de l'investissement conjoint.
- Début janvier, la société CPK a lancé un appel d'offres majeur pour la construction de l'aéroport, pour réaliser des travaux préparatoires sur le site de l'aéroport « Solidarnosc » (entre autres le nivellement du terrain, l'aménagement du chantier, la mise en place d'installations temporaires, la démolition, les raccordements au réseau d'infrastructures techniques pour les besoins de l'investissement, et d'autres travaux qui ne nécessitent pas la préparation d'un projet architectural et de construction). Le but de l'appel d'offres est de sélectionner jusqu'à huit entreprises auxquelles la société CPK confiera des tâches individuelles dans le cadre d'une procédure d'exécution simplifiée. La valeur estimée de l'appel d'offres est supérieure à 369 M€.
- Le 20 décembre, a eu lieu l'ouverture du troisième tronçon de la contournant sud de Varsovie, faisant partie de la voie rapide S2, d'une longueur de 4,5 km, avec un tunnel d'env. 2,3 km (le plus long tunnel en Pologne), permettant de traverser l'arrondissement Ursynów. La mise en service de ce troisième tronçon facilitera nettement la circulation non seulement pour le trafic local, mais aussi régional. Egis Poland était en charge du suivi du chantier.



- Mi-décembre, le Ministère des infrastructures a lancé la consultation publique du projet de Programme national de navigation jusqu'en 2030. Elle durera jusqu'au 19 janvier 2022. Le rétablissement d'un transport fluvial fiable et efficace grâce à des investissements sur la voie navigable de l'Oder et la voie navigable de la Vistule et le soutien au développement du marché de la navigation sont les principaux objectifs du programme. La stratégie de mise en œuvre du Programme sera principalement axée sur la réalisation de projets d'investissement et d'activités réglementaires. Il s'agit du premier document cadre pour le secteur du transport par voie d'eau intérieure en Pologne.

Bâtiment/Logement

- Selon l'Office central des statistiques (GUS), de janvier à novembre, le nombre d'appartements mis à disposition était de 5,3% plus élevé par rapport à l'année précédente. En novembre, les promoteurs ont livré 16 200 appartements soit une augmentation de 34 % par rapport au mois précédent et de 19% par rapport au mois de novembre de l'année dernière. En ce qui concerne les constructions individuelles réalisées principalement par des particuliers pour leur propre usage, la croissance de janvier à novembre par rapport à la même période de l'année dernière a atteint 18,8%.

HONGRIE

Fonds européens

- Le gouvernement a précisé les 17 projets d'infrastructures de transport pour lesquels il demandera un financement de l'UE au titre du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (CEF). Le gouvernement requiert 110 Mds HUF (306,4 M€) pour soutenir des projets d'une valeur totale de 430 Md HUF (1,2 Md €). Le projet le plus conséquent est la deuxième phase du développement de l'anneau ferroviaire sud de Budapest pour laquelle une aide de l'UE de 76,2 Md HUF (212,3 M€) est demandée (coût total du projet : 364,3 Md HUF – 1 Md€). Le deuxième projet le plus important est la préparation du projet de tunnel ferroviaire sous le Danube à Budapest (cf. infrastructures ferroviaires), pour lequel 7,5 Md HUF (20,9 M€) sont demandés, ce qui représente la moitié du coût total du projet.
- La Hongrie a soumis l'Accord de Partenariat à la Commission Européenne relatif au cadre financier pluriannuel 2021-2027. L'accord définit la stratégie et les priorités d'investissement de la Hongrie et présente une liste de programmes opérationnels nationaux et régionaux comme base de la mise en œuvre pratique des objectifs. Le gouvernement hongrois cherche à faire de la Hongrie « l'un des cinq pays les plus vivables » de l'UE d'ici 2030, selon le document. Les ressources de l'UE s'élèvent à 9 000 Md HUF (24,3 Md€) et iront principalement à la relance de l'économie, au soutien des PME, au renforcement des petites localités et à la R&D. 65% des ressources seront utilisées dans les quatre régions hongroises les moins développées.

Énergie

- L'Association des villes hongroises a fait appel au gouvernement pour que l'Etat les soutienne face à la hausse des prix de l'énergie. Plusieurs entreprises locales de chauffage urbain, qui appartiennent aux municipalités, sont en grande difficulté. Les distributeurs de gaz font pression sur les sociétés de chauffage urbain pour renégocier des contrats plus onéreux et menacent, dans le cas contraire, d'annuler les contrats en cours. Des maires proches du gouvernement (Fidesz) ont également soutenu cette initiative. Le maire Fidesz de Székesfehérvár, András Cser-Palkovics, souhaite que les entreprises détenues par les municipalités puissent acheter l'électricité et le gaz aux prix réglementés du service universel.

Gaz

- Lors de la tenue à Budapest d'un sommet sur le gaz naturel dans les pays d'Europe Centrale, le Ministre hongrois des affaires étrangères et du commerce extérieur, Péter Szijjártó, a critiqué ceux qui avaient reproché à la Hongrie d'avoir renouvelé son accord cadre avec la Russie pour la fourniture de gaz naturel, transitant par la Serbie, et non plus par l'Ukraine. Le Ministre a accusé ses détracteurs de n'avoir eux-mêmes rien fait pour diversifier l'approvisionnement énergétique de la région. Il a affirmé que la Hongrie faisait de son mieux pour assurer la sécurité énergétique de l'Europe. Il a cité en exemple le terminal GNL de Krk en Croatie (tout en précisant qu'il ne serait pas suffisant à lui seul), et surtout les sources de gaz d'Azerbaïdjan qui offraient un espoir de diversification à moyen terme. Il a également pris la défense de Gazprom qui a toujours respecté ses engagements vis-à-vis de la Hongrie, et reste l'acteur régional majeur.
- L'opérateur de transmission hongrois de gaz FGSZ Földgázszállító et son homologue ukrainien OGTSU ont signé un accord selon lequel la Hongrie fournira à l'Ukraine 8 M m³ de gaz naturel par jour à partir du 1er janvier 2022 pendant le premier trimestre 2022. Cet accord permet notamment à l'Ukraine de diversifier



ses approvisionnements énergétiques, et de bénéficier du gaz originaire du terminal GNL de Krk, en Croatie.

- L'Autorité hongroise de régulation de l'énergie et des services publics (MEKH) a précisé le 21 décembre que les réserves de gaz de la Hongrie répondraient intégralement aux besoins hivernaux de cette saison. Les réserves contiennent 3,7 Md m³ de gaz. L'autorité a rajouté qu'il s'agissait de la troisième réserve la plus importante de l'UE, et que l'approvisionnement russe était constant depuis la Serbie, en vertu de l'accord signé avec Gazprom en septembre.
- D'après la MEKH, c'est à Budapest que le tarif moyen du gaz était le plus bas en novembre 2021 parmi les capitales européennes, avec un prix de 2,86 cts €/kWh. Budapest arrive en deuxième position pour l'électricité parmi les capitales les moins chères (10,58 cts €/kWh).
- La MEKH a désigné les entreprises qui doivent se substituer au fournisseur de gaz naturel JAS Budapest à compter du 1er décembre. JAS Budapest a récemment fait faillite en raison de la hausse des prix de l'énergie. Les clients éligibles au service universel (résidents, PME, administrations) seront repris par l'entreprise publique MVM Next Energiakereskedelmi, et les autres par EMOGA Eszak-Magyarorszagi Gaz Kereskedelmi. JAS Budapest avait réalisé un chiffre d'affaires de 18,4 Md HUF en 2020 (52,4 M€), contre 29,1 Md HUF en 2019 (89,5 M€ au taux de change historique).

Electricité

- La société électrique nationale MVM Energetika (détenue par l'Etat) a monté sa participation à hauteur de 25% dans la filiale hongroise du distributeur allemand E.ON. En 2019, MVM avait vendu à E.ON Hungaria ses participations dans les distributeurs d'électricité régionaux ELMU et EMASZ, mais aussi pris une participation de 25 % dans E.ON Hungaria.
- L'Autorité hongroise de régulation de l'énergie et des services publics (MEKH) a clos le 3ème appel d'offres de l'année 2021 pour racheter de l'électricité renouvelable. La MEKH a accepté 57 des 183 offres qui lui ont été proposées pour produire 299 GWh d'électricité à partir de ressources renouvelables. L'ensemble des offres concernaient l'énergie solaire, avec une capacité intégrée de 183 MW. 42 offres acceptées sont liées à de petites centrales (capacité inférieure à 1 MW), et les 15 autres sont issues de centrales plus grandes (entre 1 et 20 MW). Le prix moyen offert par les offres gagnantes était de 16,99 HUF (0,047 €) par kWh, et en particulier de 21,26 HUF (0,059 €) pour les petites unités et 16,15 HUF (0,045 €) pour les unités plus grandes. La MEKH estime que les offres gagnantes déclencheront environ 62 Md HUF (171,7 M€) de nouveaux investissements et que l'électricité qu'elles génèrent répondra aux besoins d'environ 140 000 ménages.
- D'après la MEKH, il y avait 1 627 bornes de recharge publiques en Hongrie à la fin du mois de juin 2021, en hausse de 45 % par rapport à l'année précédente. Près de la moitié des bornes de recharge du pays se trouvaient à Budapest et dans le comté de Pest. Les automobilistes ont chargé 2 248 MWh d'électricité aux bornes de recharge publiques, en hausse de 23% par rapport au trimestre précédent et de 68 % sur une base annuelle.
- La compagnie ferroviaire nationale MÁV a signé un nouveau contrat de deux ans avec le négociant d'État MVM Next pour l'achat d'électricité en 2022 et 2023. MÁV est frappée de plein fouet par la hausse des coûts de l'énergie sur la bourse de l'énergie. Conformément à la loi, MÁV doit transmettre l'électricité aux transporteurs ferroviaires au prix d'achat et facturer uniquement les frais de transfert.

Nucléaire

- Le Ministre sans portefeuille chargé du nucléaire János Süli a déclaré que la phase de construction de la nouvelle centrale nucléaire de Paks par Rosatom devrait démarrer en 2022. D'ici le lancement de la construction, l'Autorité nationale hongroise de l'énergie atomique (OAH) devra avoir rendu le permis de mise en œuvre du projet, et notamment l'autorisation de fabrication de la cuve du réacteur, attendue pour le printemps. Les travaux sur la fosse de construction devraient commencer au premier trimestre de 2022 et la couverture en béton devrait être achevée à la mi-2023. Le Premier ministre, Viktor Orbán s'est récemment entretenu avec le PDG de Rosatom Alexeï Likhachev en présence de Péter Szijjártó et de János Süli. MM. Orbán et Likhachev ont rappelé leur soutien complet au nucléaire, et ont réaffirmé leur objectif de disposer des deux nouveaux réacteurs pleinement opérationnels, respectivement en 2029 et 2030.
- Le gouvernement a prévu des coupes budgétaires substantielles pour l'année à venir, dont 40 Md HUF (111,1 M€) seront issues de la future augmentation de capital prévue dans la société de projet Paks II, liée à la construction des deux nouveaux réacteurs nucléaires situés à Paks. L'augmentation de capital devait s'élever à 270 Md HUF (750 M€) et ne sera donc plus que de 230 Md HUF (639 M€).



- BIS Hungary a remporté un contrat auprès de MVM Paksi Atomeromu pour construire les échafaudages sur les blocs existants de la centrale nucléaire de Paks pour les travaux de maintenance, pour un montant net de 5 Md HUF (13,8 M€). L'échafaudage et le matériel nécessaire à son montage sont fournis par la centrale elle-même. BIS Hungary était l'unique soumissionnaire.

ENR

- L'autorité de régulation de l'énergie (MEKH), a annoncé que la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique finale brute de la Hongrie a augmenté de 1,3 point de pourcentage pour atteindre 13,9% en 2020.
- Le Ministre de l'Innovation et de la Technologie, László Palkovics, a lancé un partenariat avec EIT InnoEnergy pour le développement d'une formation industrielle sur le secteur des batteries en Hongrie. L'accord permettra aux étudiants, universitaires, adultes et professionnels hongrois d'avoir accès aux programmes dispensés par l'Alliance Européenne de la Batterie.
- D'après la MEKH, la capacité combinée des panneaux solaires domestiques hongrois, exploités principalement sur les toits, a atteint 1 025 MW au troisième trimestre 2021. Cette capacité dépasse pour la première fois le seuil de 1 000 MW qui représente la même capacité que deux réacteurs nucléaires parmi les quatre en exploitation à Paks. Pendant la période sous-revue, 8 657 unités de production ont été créées, dont 8 644 fonctionnaient à l'énergie solaire. Le reste concerne 10 parcs éoliens, 1 centrale hydroélectrique et 2 usines au méthane. L'objectif du gouvernement est d'atteindre une capacité de 6 600 MW dans la production d'énergie solaire, d'ici 2030. Le nombre de foyers hongrois producteurs d'énergie solaire a augmenté de 47% depuis la fin de l'année 2020, pour atteindre presque 106 000.
- Les habitants des comtés de Fejér, Győr-Ménfőcsanak, Komárom-Esztergom, Vas, Veszprém et Zala peuvent présenter leur candidature pour obtenir des aides d'Etat à l'installation de panneaux solaires et à la modernisation de leurs systèmes de chauffage. Les résidents disposent de trois semaines pour présenter leur candidature, et les premiers bénéficiaires seront annoncés fin janvier. Le programme représente un coût de 201,6 Md HUF (561,1 M€), financé principalement par l'Etat et par les fonds européens pour le solde. Les autres comtés et Budapest seront visés par le programme dans les mois prochains.
- L'énergéticien suisse MET group va installer une batterie Tesla Megapack dans sa centrale électrique de Dunamenti Erőmű. Tesla Megapack n'a pas de lien avec l'entreprise Tesla, il s'agit d'un produit de stockage d'énergie de batterie lithium-ion rechargeable à grande échelle pour les services publics. Il permettra d'augmenter la flexibilité de la production d'électricité renouvelable intermittente grâce à son stockage. Le « unknit » sera le premier Tesla Megapack en Hongrie, et disposera d'une puissance maximale de près de 4 MW et une capacité de stockage de 8 MWh. Il devrait être installé cet été. Il fait partie d'un projet de R&D de 1,6 Md HUF (4,5 M€) et est soutenu par une subvention de 399 M HUF (1,1 M€) du Fonds national pour la recherche, le développement et l'innovation.
- Le nombre de véhicules entièrement électriques en Hongrie a augmenté d'environ 50 % sur la période janvier-octobre 2021 pour atteindre 18 800, d'après la Future Mobility Association. L'association projette 30 000 véhicules électriques à la fin de 2022, 75 000 fin 2024 et 125 000 fin 2026. L'association note également que les véhicules électriques commencent à faire leur apparition sur le marché de l'occasion.

Energies fossiles

- Le gouvernement va fournir une aide publique de 45,2 Md HUF (126,3 M €) à la centrale électrique au lignite de Mátrai Erőmű en 2022. La centrale devra fournir entre 3,2 et 3,6 GWh d'électricité en 2022, puis entre 3,3 et 3,7 GWh en 2023, et entre 3,2 et 3,5 GWh en 2024 ; elle devra fonctionner à pleine capacité dans les prochaines années, et représentera environ 12% de la production électrique domestique (contre 48% pour la centrale nucléaire de Paks). La centrale n'est pas rentable en raison des prix d'émission des quotas de carbone, qui lui coûtent environ autant que la subvention du gouvernement (45 Md HUF – 130 M€). Pour rappel, Lorinc Mészáros et son fonds de capital-investissement (Opus) avait racheté 73% du capital de la centrale en 2018 pour 5,9 Md HUF (16,5 M€), et en a retiré un dividende et des réserves de bénéfices de 11,2 Md HUF (31,3 M€) la même année. En 2020, l'entreprise publique MVM l'a rachetée à Lorinc Mészáros, pour 17,4 Md HUF (48,6 M€).
- MOL prévoit de terminer la construction de son usine de polyol à Tiszaújváros au second semestre 2022. L'investissement avait été lancé à l'automne 2019 et fera de MOL le premier producteur de polyol intégré de la région, capable de contrôler l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'extraction de pétrole brut à la production de polyol. Les polyols sont des produits chimiques utilisés dans les industries automobiles, textiles, et le BTP. L'usine a coûté 1,3 Md€, et le groupe prévoit d'investir 4,5 Md USD dans la pétrochimie d'ici 2030.



- Dans le long conflit qui oppose la Croatie à MOL concernant la vente d'une participation majoritaire dans la société énergétique croate INA à MOL en 2009, la Croatie vient de demander à la Cour suprême fédérale suisse d'annuler une décision de 2016 de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). En 2016, la CNUDCI avait rejeté l'affirmation de la Croatie selon laquelle la vente était invalide car elle résultait de la corruption. Le ministère croate de l'économie entamera une révision de la décision de la CNUDCI, et affirme que l'accord entre MOL et INA ne peut être maintenu en raison de nouvelles circonstances : la Cour constitutionnelle croate a en effet récemment statué que l'ancien Premier ministre croate et le PDG de MOL avaient conclu un pacte de corruption, et les a condamnés à des peines de prison. D'après les juristes interrogés par la presse hongroise, la décision de la Cour constitutionnelle croate n'aura aucune conséquence sur celui de la CNUDCI. En outre, lorsque la Croatie a perdu le procès en Suisse il y a cinq ans, elle a annoncé qu'elle initiait le rachat de l'INA. Mais le prix demandé par MOL est trop élevé et le Premier ministre croate vient d'annoncer qu'il suspendait les efforts de l'Etat pour racheter la participation de MOL. MOL détient 49,08 % des actions d'INA mais exerce les droits de gestion dans la société. L'Etat de Croatie détient 44,84 % de la société.

Environnement

- Depuis le 1er janvier, les règles de tri des déchets ont changé à Budapest. Les emballages Tetrapack doivent être désormais déposés dans les poubelles jaunes, avec les déchets plastiques et métalliques, et non plus dans la poubelle « papiers » (bleue). Les bacs bleus ne collecteront que les papiers propres.

Transports

Transport aérien

- Le nombre de passagers à Liszt Ferenc International a atteint 724 626 en novembre, soit le chiffre mensuel le plus élevé depuis le début de la pandémie. Le volume de fret s'est élevé à 16 311 t en novembre 2021, en hausse de 17,6 % par rapport à novembre 2020. Sur les 11 premiers mois de 2021, le volume de fret a atteint 178 476 t, proche de l'objectif annuel de 180 000 t. L'aéroport a toutefois prévenu que la vague Omicron présentait un risque conséquent pour son activité au cours des prochains mois.
- Sur le rachat de l'aéroport de Budapest, le Premier ministre a fait volteface après ses affirmations selon lesquelles celui-ci pouvait intervenir à tout moment. Il a en effet déclaré que le gouvernement ne prendrait pas de décision avant les élections du printemps en raison des tensions inflationnistes et de l'incertitude de la situation financière internationale.
- Le gouverneur de la Banque centrale de Hongrie György Matolcsy a publiquement pris parti dans ce dossier et estime que le rachat souhaité par le gouvernement intervient au mauvais moment, en pleine crise économique suite à la pandémie. Il reconnaît que la vente de l'aéroport a été un « péché stratégique », mais il souligne que le prix de rachat serait trop élevé actuellement. Pour lui, la région n'a pas besoin d'un hub aéroportuaire mondial, mais seulement d'un réseau aérien avancé. Il envisage plutôt un aéroport central, de taille intermédiaire, et plusieurs petits aéroports qui graviteraient autour. Ces derniers seraient à la pointe, en particulier pour le fret, le transport par drones et le taxi aérien. Ces aéroports devraient être ceux de Debrecen, Miskolc, Pécs et Kecskemét/Szeged. Renforcer l'aéroport de Budapest ne ferait qu'accroître le poids déjà trop important de la capitale à ses yeux. Il promeut l'idée de construire un nouvel aéroport central à 100 kilomètres de Budapest, avec un train à grande vitesse pour le relier au centre.
- Le député Fidesz Péter Hoppál a déclaré que le gouvernement était ouvert au développement de l'aéroport international de Pogány, qui dessert Pécs (sud de la Hongrie). Pour cela, un accord devrait être trouvé entre le gouvernement et les autorités locales, qui détiennent l'aéroport. Un investissement de plusieurs Mds HUF est nécessaire pour le développement de l'aéroport dont la municipalité ne dispose pas, d'où l'appel à l'Etat. Pour le député, la condition du lancement de ces investissements est que l'aéroport appartienne à l'Etat. Quelques jours après la déclaration de Péter Hoppál, le conseil municipal de Pécs a voté à l'unanimité la cession des parts de la ville dans l'aéroport pour 980 M HUF (2,7 M€). La ville détenait 51% de l'opérateur de l'aéroport Pecs-Pogány Kft. et Air-Horizont NKft. Il est envisagé d'étendre la longueur de la piste à 2 180 m afin que l'aéroport soit également accessible aux avions commerciaux de 130 à 150 places.
- L'avion-cargo Airbus A330-200F acheté par le gouvernement hongrois après la première vague de la pandémie de coronavirus est entré en service commercial. Ses opérations seront conduites par la compagnie aérienne hongroise Wizz Air et il fera la navette trois fois par semaine entre la Chine et la Hongrie. L'avion avait été acheté lorsque la livraison de matériel médical depuis la Chine était très difficile, au début de la pandémie. L'avion a été utilisé pour transporter des masques, des équipements de protection, des ventilateurs et des vaccins. Désormais, l'avion facilitera les échanges commerciaux entre Budapest et Chengdu, ville située dans l'est de la Chine.



- L'aéroport de Budapest a signé un accord de swap de taux d'intérêt de 325 M€, conforme aux normes ESG et RSE. L'accord, d'une durée de deux ans et demi, vise à convertir en taux fixes des taux d'intérêt auparavant variables lors des précédents emprunts. BNP Paribas Hongrie a agi en tant que coordinateur et a souscrit 200 M€. Crédit Agricole CIB et Rothschild ont agi en tant que conseillers.
- La compagnie polonaise LOT va reprendre les vols directs entre Budapest et New-York en juin 2022. Ces derniers avaient été interrompus avec la pandémie, et depuis lors, il n'y a plus de vols directs entre la Hongrie et les Etats-Unis. La route sera desservie en 9h15 par un Boeing 787 Dreamliner.

Ferroviaire

- L'entreprise ferroviaire hongroise CER Holding SE va s'associer à la filiale hongroise du groupe russe RZDL Europe ainsi qu'à la filiale hongroise du groupe autrichien Rail Cargo pour créer une co-entreprise qui acheminera du fret entre la Chine et l'Europe à Budapest. La co-entreprise devrait commencer ses opérations au premier semestre 2022. Le Ministre hongrois des finances, Mihály Varga, a souligné que le hub de fret de Záhony (situé au tripoint hongrois slovaque et ukrainien), ainsi que la modernisation de la ligne ferroviaire qui relie Budapest et Belgrade, feront de la Hongrie un acteur clé dans le flux des échanges de marchandises entre l'est et l'ouest. Le Ministre hongrois de l'Innovation et des Technologies en charge des transports, László Palkovics, prévoit une « augmentation significative » du commerce de marchandises entre l'Europe et l'Asie dans les années à venir, et souligne l'importance clé du ferroviaire pour réduire les émissions de CO₂.

Transports urbains

- En 2022, la société des transports publics de Budapest, BKV, va employer 10,5 Md HUF (29,3 M€) pour augmenter 10 000 salariés en 2022. Les salaires de base seront augmentés en moyenne de 15%, ce qui représente la plus forte hausse depuis 2017. Les 10,5 Md HUF seront financés à hauteur de 8,8 Md HUF (24,6 M€) par la ville et 1,7 Md HUF (4,8 M€) économisés grâce aux réductions des cotisations sociales. La ville va également dépenser 15 Md HUF (41,9 M€) pour fournir une augmentation de salaire de 15% à 18 000 employés municipaux dans le cadre d'un accord avec les syndicats pour prendre en compte la hausse du salaire minimum.
- Le conseil municipal de Budapest va discuter de la mise en place de nouvelles règles pour le stationnement légal des vélos électriques et trottinettes électriques en location. Le directeur de cabinet du maire, Samu Balogh, a souligné leur importance afin de verdir la ville, en complément d'un système de transports publics efficace. Mais les difficultés proviennent de leur stationnement, alors que les trottinettes sont souvent laissées pêle-mêle sur le trottoir. La municipalité souhaite combler le vide juridique actuel. Un autre objectif à long terme serait d'intégrer les services de transports publics et de micro mobilité sur une seule application. La ville va conclure des accords avec les arrondissements en vue d'une réglementation uniforme.
- Le maire d'Eger, Ádám Mirkóczki, envisage de rendre les transports presque gratuits pour les habitants de sa ville. L'abonnement annuel serait porté à 1 000 HUF (2,8 €), alors que la ville dispose de 38 lignes de bus locales. L'opérateur de bus, Volánbus, sera rémunéré entre 1 et 1,5 Md HUF (2,8 M€ et 4,2 M€) par la ville en compensation. Les frais de stationnement de la ville seront augmentés, ce qui devrait décongestionner la circulation. La taxe locale sur le chiffre d'affaires sera également mise à contribution pour financer cette mesure.

Infrastructures

Ferroviaire

- Le Secrétaire d'Etat au développement de Budapest et de ses environs a annoncé que le gouvernement avait adopté la stratégie ferroviaire de l'agglomération de Budapest. Celle-ci prévoit la construction d'un tunnel ferroviaire entre les gares de Kelenföld, Déli et Nyugati. La gare de Déli disparaîtra de la surface. Le plan prévoit des investissements de 3 000 Md HUF (8,4 Md€) d'ici vingt ans, ainsi que 1 000 Md HUF (2,8 Md€) supplémentaires pour le développement des trains de banlieue. L'UE a déjà garanti 1 500 Md HUF (4,2 Md€) d'ici 2027.
- Les autorités ont posé la première pierre du projet qui vise à doubler la voie ferroviaire de 30 kilomètres entre Békéscsaba et Lőkősháza, à la frontière de la Hongrie avec la Roumanie. L'investissement de 130 Md HUF (362,3 M€) permettra d'augmenter la vitesse sur la ligne de 100 à 160 km/h. Les co-contractants du projet sont Strabag, V-Híd et Thales Group. Plus d'un million de passagers ont emprunté cette ligne en 2020. Le développeur des infrastructures (NIF), est en pourparlers avec l'UE pour que les fonds européens prennent en charge 85 % du financement.



- Le développeur des infrastructures (NIF) a lancé un appel d'offres pour le développement des infrastructures ferroviaires de la zone industrielle du nord-ouest de Debrecen, qui accueillera la future usine BMW. Le lauréat rénovera la voie ferrée et les installations connexes de Macs à Balmazújváros, et reconstruira la gare de Balmazújváros. Il développera également un système de sécurité pour l'ensemble du tronçon. Les travaux devraient être achevés dans trois ans. Les soumissionnaires doivent avoir généré 18 Md HUF (50,2 M€) de chiffre d'affaires tirés de la construction de chemins de fer au cours des trois dernières années. La date limite de dépôt des offres est fixée au 18 février 2022. Le prix comptera pour 70% dans l'évaluation des candidatures, et la qualité pour 30%.

Routier

- La ville de Debrecen a relancé un appel d'offres pour la construction d'une route qui mènera à la future usine BMW, après avoir annulé le précédent en novembre, avant la date limite qui était fixée au 3 décembre. Le gagnant devra construire deux routes : une de 1,1 km à usage intensif, et une à usage léger de 900 mètres, ainsi que 450 mètres de pistes cyclables et un réseau d'évacuation des eaux accompagné d'un système d'éclairage public. La date limite a été fixée au 28 décembre, le prix représente 70% du poids de la candidature, et la qualité 30%. Le gouvernement a alloué 9,9 Md HUF (27,6 M€) supplémentaires en août 2021 pour les projets de développement d'infrastructures routières liés à la future usine, en plus des 44,1 Md HUF (123 M€) prévus initialement en novembre 2018.

Urbain

- Les travaux de reconstruction de la route inférieure József Antall qui longe le Danube entre le Parlement et le pont Margit se sont terminés deux semaines plus tôt que prévu. Une promenade pour les piétons et une allée d'arbres ont été aménagées sur le tronçon. La route est actuellement ouverte aux piétons et aux cyclistes mais pas aux voitures, car elle reste une impasse en direction du Pont des Chaînes où d'autres rénovations sont effectuées. La route devrait rouvrir aux voitures cet été.
- Mészáros és Mészáros a remporté un contrat d'Etat de 16,2 Md HUF (45,2 M€) pour la construction d'un réseau d'eau potable dans la région de Balmazújváros et Debrecen.

REPUBLIQUE TCHEQUE

Prise de fonction du nouveau gouvernement tchèque

- Après la victoire aux élections d'octobre de la coalition de centre-droit emmenée par Petr Fiala, leader du parti ODS (libéral-conservateur – groupe CRE au Parlement européen), et après plusieurs semaines de négociations, M. Petr Fiala, a été nommé Premier ministre le 28 novembre par le président de la République, puis l'ensemble du gouvernement le 17 décembre 2021. Le vote de confiance du Parlement a eu lieu le 12 janvier. Les principales orientations du programme de gouvernement dans les domaines de l'énergie, des transports et de l'environnement sont les suivantes :

Politique énergétique :

- Le futur modèle énergétique tchèque reposera sur la combinaison de l'énergie nucléaire, des énergies renouvelables (avec une priorité accordée au photovoltaïque) et d'une meilleure efficacité énergétique. La place du gaz naturel comme source d'énergie de transition augmentera.
- Les centrales au charbon seront fermées le plus rapidement possible, dès lors que les capacités de production alternatives seront suffisantes. La transition du chauffage des bâtiments vers des sources à faibles émissions sera assurée mais de façon à ce que les prix n'augmentent pas fortement. La reconversion économique des régions productrices de charbon sera soutenue.
- Dans le domaine nucléaire, outre la construction de la nouvelle centrale à Dukovany 5 dont l'appel d'offres sera lancé rapidement, la recherche et le développement de réacteurs nucléaires modulaires (SMR) sera renforcée dans le cadre de la coopération internationale.
- Le concept énergétique national sera mis à jour pour tenir compte des obligations européennes.

Politique de transports :

- Les problèmes de connectivité du pays (absence de lignes ferroviaires à grande vitesse, saturation des lignes et nœuds ferroviaires, inachèvement du réseau autoroutier) justifient un plan stratégique pour la construction d'infrastructures de transport : ferroviaire (poursuivre le projet de réseau LGV, favoriser le report modal, notamment), routier (avec un recours accru aux PPP), fluvial (avec l'abandon du projet de canal Danube-Oder-Elbe).



- Sur le spatial, la République tchèque sera davantage associée aux programmes spatiaux européens, profitant de la présence de l'EUSPA à Prague, et en attirant dans le pays les entreprises et start-ups du secteur.

Politiques environnementales :

- L'atténuation des effets du changement climatique et la recherche de la neutralité carbone dans l'UE d'ici 2050 sont affirmés comme des priorités.
- Selon le programme de la coalition, le Pacte vert européen (dont le paquet Fit-for-55) est une opportunité de moderniser l'économie tchèque, d'améliorer la qualité de vie et l'environnement en investissant dans le développement durable, les ressources propres et renouvelables et l'économie circulaire. Le gouvernement soutiendra notamment l'introduction d'une taxe carbone aux frontières de l'UE pour protéger les entreprises tchèques contre la concurrence extra-UE, tout en s'assurant qu'elle ne mette pas en péril la compétitivité de l'économie tchèque.
- L'électromobilité sera soutenue par le développement d'une infrastructure complète de rechargement.

Transports et Infrastructures

Ferroviaire

- Dans le projet de révision du règlement RTE-T publié le 14 décembre, la Commission européenne place la majorité des futures lignes à grande vitesse tchèque au sein du réseau central des réseaux transeuropéens de transport RTE-T (core network TEN-T, dont la mise en service est visée à horizon 2030). Le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires SŽ pourrait en conséquence bénéficier de financements européens plus importants pour leur préparation et construction. Il s'agit en particulier de la ligne prévue entre Berlin et Vienne « via Vindobona » passant par Prague. Les tronçons Lovosice – Prague – Světlá nad Sázavou et Velká Bíteš – Břeclav bénéficieront alors d'une priorité de financement jusqu'en 2030. La partie entre les deux tronçons est classée au réseau central étendu avec achèvement d'ici 2040. Par ailleurs, le tronçon entre Přešov et Ostrava sur la future ligne à grande vitesse Brno-Ostrava serait également intégré au réseau central RTE-T, ainsi que la ligne Velký Osek–Choceň pour le transport de marchandises.
- La construction d'un tunnel sous les monts Métallifères sur la future ligne à grande vitesse Prague – Dresde sera plus compliquée que prévu et plus coûteuse. La première phase des explorations souterraines a révélé des difficultés géologiques (failles et irrégularités dans la structure de la roche) dans la vallée de la rivière Gottleuby. Le choix de l'itinéraire optimal du tunnel, d'au moins 25 kilomètres, devrait être arrêté d'ici 2024. Du côté tchèque, le gestionnaire d'infrastructure ferroviaire SZ a lancé un appel d'offres pour la documentation de zonage (solutions techniques, mesures de protection des habitants et de l'environnement, préparation de la documentation liée à l'impact sur l'environnement EIE) de la section Podřipsko (60 km entre Prague et Lovosice). La valeur du contrat est estimée à 230 M CZK (9,4 M€).
- Le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires SŽDC a également lancé un appel d'offres pour la documentation relative au permis de planification et à la procédure d'évaluation de l'impact environnemental (EIE) du tronçon Velká Bíteš- Brno sur la future LGV Prague- Brno –Břeclav. En outre, un modèle digital de la ligne doit être élaboré avec les standards BIM. Les trains à grande vitesse pourraient circuler sur cette nouvelle LGV autour de 2031.
- Le marché pour la documentation relative à la procédure d'évaluation de l'impact environnemental (EIE) du projet pilote « Porte de Moravie » sur la future LGV Brno-Ostrava a été en partie remporté par le groupement des sociétés AFRA CZ, AF-Infrastructure AB et Sagasta et cela pour le tronçon Prosenice – Hranice n. Moravě (5,4 M€) avec l'engagement de SYSTRA comme le plus important sous-traitant, tandis que le tronçon Hranice n. M. – Ostrava a été attribué au consortium Moravia Consult Olomouc, Metroprojekt (SUDOP GROUP) et Sudop Brno (9,3 M€). La documentation devrait également spécifier le tracé précis de la future ligne, la technologie de construction ou les mesures de protection des citoyens et de l'environnement à proximité de la LGV.
- Les chemins de fer espagnol Renfe et suédois EuroMaint ont acheté 55% du transporteur ferroviaire tchèque privé Leo Express pour 7,75 M€, Leoš Novotný Jr. conservant 44,3% des parts. Le contrôle effectif de Leo Express est entre les mains de Renfe (49,9% du capital), EuroMaint n'en disposant que de 5%. A noter que les unités chinoises Sirius que Leo Express a commandées attendent toujours l'autorisation d'opérer en République tchèque.



Urbain

- L'Entreprise des transports de la ville de Prague, DPP, prévoit de lancer en 2022 sa première flotte de bus électriques. Dans le cadre de son programme de renouvellement du parc de véhicules de transport en commun, DPP s'est doté de 14 bus électriques Škoda E'City 36 BB fournis par Škoda Electric pour une valeur de 8 M€. Les véhicules vont intégrer le réseau de transport en commun de la capitale courant février.
- La ville de Prague prévoit de dépenser 8,29 Md CZK (320 M€) dans le développement des transports en 2022, la majeure partie étant destinée à la construction du métro D reliant Pankrác à Písnice (160 M€). 7,3 M€ sont destinés aux lignes de tramway dont l'extension de la ligne de Modřany à Libuše. 2,9 M€ sont affectés à la préparation de la construction du terminal de la gare ferroviaire de Smíchov. Des fonds seront également affectés au développement du transport routier. Environ 44 M€ sont alloués à la construction et la réparation de routes, 12,3 M€ dans le stationnement ou la construction de parkings P+R et de hangars de stationnement. Enfin, 12,1 M€ sont destinés au développement et à la sécurisation des infrastructures pour piétons et cyclistes.

Routier

- Le 3 décembre, Eurovia a déclaré avoir achevé tous les travaux préparatoires pour le démarrage au printemps de la construction complète du tronçon Přeborn-Písek de 32 km de l'autoroute D4 réalisée sous forme d'un PPP. Ce projet, réalisé par le consortium Vinci Concessions, Vinci Highways et Meridiam, a remporté le prix international PFI –Project Finance International Awards 2021 pour la catégorie du meilleur projet européen PPP de l'année 2021.
- Le 12 décembre, 111 municipalités de la région de Bohême-Centrale, 40 municipalités de la région de Liberec et 19 de la région de Hradec Králové ont été ajoutées au système de transport intégré de Prague (PID) ; ce qui implique un accès partagé aux transports en commun (tramways, métro, téléphérique, bus et trains interurbains), l'inclusion de lignes interrégionales ainsi que la création de liaisons de bus et de liaisons express (par exemple, une liaison express entre Prague et Mladá Boleslav ainsi qu'entre Prague et les régions de Liberec et Hradec Králové).
- Le 15 décembre, la Direction des routes et des d'autoroutes ŘSD a inauguré un tronçon de 12,6 km de l'autoroute D35 permettant de contourner les villes de Hradec Králové et de Pardubice. A terme, l'autoroute D35 doit relier, comme l'autoroute D1, Prague à la Moravie. Le contournement de Panenský Týnec dans la région d'Ústí nad Labem sur la D7 a également été mis en service le 16 décembre, tout comme un tronçon de 22,5 km de l'autoroute D11. Selon la Direction des routes et autoroutes, près de 197 kilomètres d'autoroutes sont actuellement en construction et près de 600 kilomètres d'autoroutes sont en préparation dans l'ensemble du pays.
- La Direction des routes et des autoroutes a lancé un appel d'offres pour la construction du contournement de Mosnov reliant l'aéroport d'Ostrava et la zone logistique. Le montant estimé du contrat est de 14,2 M€. La construction devrait commencer à la mi-2022.

Transport aérien et spatial

- Le directeur de l'aéroport de Prague, Jiri Pos, a indiqué le 30 novembre que de mars à octobre, l'aéroport de Prague-Vaclav Havel, qui prévoyait un retour à son niveau de fréquentation d'avant-crise vers 2026, avait accueilli 3,09 millions de passagers (+213 % en glissement annuel), en baisse de 70 % par rapport à 2019.
- L'aéroport de Prague a conservé pour une nouvelle période de 12 mois son certificat d'accréditation sanitaire aéroportuaire (AHA), émis par le Conseil international des aéroports (ACI). Cette certification garantit la conformité des mesures de protection sanitaire appliquées par l'aéroport aux normes internationales aéronautiques.

Environnement

- Le conseil des ministres a approuvé le 13 décembre une stratégie nationale pour l'économie circulaire, «La Tchéquie circulaire 2040», élaborée par le ministère de l'Environnement avec l'objectif de renforcer la compétitivité et la maturité technologique de l'économie, d'accroître la sécurité d'approvisionnement en matières premières, de développer un système social global durable mais aussi de créer de nouveaux emplois. Les recommandations et mesures visent à modifier le cadre de production afin que les ressources soient restituées et l'impact sur l'environnement minimisé. Ce cadre stratégique se concentre sur 10 domaines pour lesquels il définit des objectifs, principes et mesures applicables - principalement sur les produits (phases de conception, de production, de consommation et de fin de vie, ainsi que sur les mesures horizontales qui affectent le cycle de vie du produit), la consommation et les consommateurs, l'industrie,



matières premières, secteurs de construction et d'énergie, bio-économie, villes circulaires et infrastructures, l'eau, la RDI et l'éducation. La stratégie sera ensuite déclinée dans des plans d'action périodiques. Cette stratégie est directement liée au PNRR tchèque qui prévoit pour sa mise en œuvre 2,4 Md CZK (93 M€). Les subventions seront destinées à financer la construction d'infrastructures de recyclage dans le domaine de la gestion des déchets biodégradables.

- Les représentants de la région de Liberec demandent qu'une amende plus élevée soit infligée à la Pologne pour l'exploitation de la mine de Turow près de la frontière tchèque. Le 3 décembre Andrea Fulkova, la porte-parole de la région de Liberec a réaffirmé la volonté des représentants de la région que la question soit débattue au Parlement européen lors d'une session plénière.
- L'Association solaire a indiqué qu'en 2021, un total de 62 MW de nouvelles centrales solaires ont été installés en République tchèque, soit 20,6% de hausse de puissance installée par rapport à 2020, répartis sur 9321 installations, soit 3028 de plus qu'en 2020, principalement constituées de petites installation sur les toits. Selon l'association, les subventions publiques accordées, combinées à la hausse des prix de l'énergie fossile, ont suscité un intérêt accru. Cependant, la demande actuelle sature déjà les capacités des entreprises d'installation. Il existe au total 41 634 centrales solaires d'une puissance totale d'environ 2200 MW dans tout le pays.

SLOVAQUIE

Energie

- Le régulateur slovaque (ÚRSO) de l'énergie a rendu public les tarifications de l'électricité, du gaz et du chauffage urbain pour les ménages en 2022. Les prix de l'électricité sont en définitive inférieurs aux anticipations en raison des particularités de la formule de calcul des prix et de la baisse de certaines taxes alors que ceux du gaz et du chauffage urbain sont contenus dans une moindre mesure. En ce qui concerne l'électricité, le prix final facturé aux ménages étant constitué à hauteur de 60% de diverses taxes, le régulateur a pu opportunément agir sur ces dernières pour ajuster le prix final. Tout d'abord, le régulateur a diminué de 33% pour l'année 2022 la taxe d'exploitation du système (TPS) dont l'objet est de soutenir la production d'électricité à partir de lignite, des sources d'énergies renouvelables et de la production combinée par le gaz d'électricité et de chaleur. Le régulateur a également ajusté le prix de rachat des énergies renouvelables en prolongeant de 5 ans la période d'octroi de l'aide publique aux centrales photovoltaïques subventionnées permettant de réduire de 70 M€ la subvention publique annuelle. S'agissant des contributions au transport et à la distribution, les prélèvements ont été également revus à la baisse (-3,5% et -4,6%) alors que le financement des pertes techniques sera plus onéreux.
- L'hétérogénéité des situations des ménages ne permet pas de délimiter précisément la hausse des tarifs pour les ménages en raison de la diversité des situations. Au vu des cas concrets exposés par le régulateur, un ménage dans un appartement avec une consommation moyenne de 2 272 kWh/an (350,46 €) devrait avoir une hausse de sa facturation de +10,2 % par rapport à 2021 et une légère diminution de 0,7 % par rapport à 2020. Une famille utilisant l'électricité également pour le chauffage avec une consommation moyenne de 8 695 kWh (1 108,28€) doit anticiper une hausse de 15,2% par rapport à 2021 et de 10,4% par rapport à 2020.
- La formule de calcul du prix final du gaz prenant en compte la moyenne des 12 mois de l'année 2021 a entravé l'action du régulateur dans un contexte où le prix de la matière première représente 60 % du prix total. Le régulateur est toutefois intervenu en baissant les taxes de distribution pour atténuer la hausse du prix final. Ce tarif qui baisse en moyenne de 1,5% est financé par un prélèvement sur les résultats financiers de la compagnie publique de gaz SPP. Dans ce contexte, un ménage utilisant le gaz uniquement pour cuisiner (610 kWh/an soit 64,7 €) voit sa facture augmenter de +9,1 % par rapport à 2021 et de +6,1% par rapport à 2020. Un ménage utilisant le gaz également pour le chauffage et l'eau chaude (29 000 kWh soit 1 166,09 €) connaîtra une augmentation plus prononcée de 23,8 % par rapport à 2021 et de 9,3 % par rapport à 2020.
- Finalement, le régulateur constate des différences notables au sein des prix de la chaleur à travers le pays du fait de la forte hausse du prix du gaz (+ 500% en 2021). Enfin, ce prix est impacté également par la hausse des quotas d'émission et par les volumes de chaleur consommés. Pour le calcul du prix de la chaleur, le régulateur a pu opportunément compter sur une formule des prix qui prend en compte le prix moyen du gaz au 1er semestre de l'année N-1. Toutefois, près de 50 opérateurs sur les 350 recensés n'étaient pas couverts par des contrats d'approvisionnement à long terme ce qui pouvait conduire à l'arrêt des installations de chauffage ou à des hausses de prix incontrôlées. Pour remédier à cette situation de crise, le régulateur a pris la décision de répartir la hausse du prix sur plusieurs années en fixant arbitrairement un prix inférieur à celui du marché afin que la hausse du chauffage dans 75% des cas soit



limitée à +7,97 % (soit une hausse de 3,3 €/mois par ménage) et dans 25 % des autres cas à + 24,39% (soit une hausse de 11,32 €/mois).

Electricité

- Le distributeur d'électricité en Slovaquie occidentale, Zapadoslovenska distribucna contrôlé par le groupe allemand E.On a réalisé des investissements à hauteur de 111 M€ en 2021. Il s'agissait d'investissements notamment dans le développement et la reconstruction du réseau de distribution.

Gaz

- La principale société de gaz SPP conforte sa position dominante sur le marché de gaz avec une part de marché de 61 %. Par ailleurs, depuis la libéralisation du marché de gaz et d'électricité, SPP offre également ses services de fourniture d'électricité. En 2021, avec sa part de 10 %, SPP détenait la quatrième position sur ce marché.

Chaleur

- Les six sociétés de chauffage urbain publiques (à Bratislava, à Zilina, à Zvolen, à Martin, à Trnava et à Kosice) ont réalisé un bon résultat financier en 2021. En effet, après un profit brut de 36 M€ en 2020, l'année dernière, le profit brut devrait s'élever à 40 M€. Quant au profit avant impôt, il passe de 7 M€ en 2020 à 11 M€ en 2021. Concernant le CA, ce dernier connaîtrait une légère baisse en passant de 234 M€ à 231 M€ en 2021. Selon la direction de la société publique MH Teplarensky Holding qui gère les six sociétés de chauffage urbain, cette bonne performance résulte surtout de moindres pertes techniques, de l'amélioration significative des RH et de la gestion, de la nouvelle définition des processus de production, de la baisse des tâches administratives et de l'optimisation des coûts du groupe grâce à la centralisation des achats. Pour l'année en cours, MH Teplarensky Holding prévoit un CA à hauteur de 249 M€, un profit brut de 33 M€ et un profit avant impôt de 4 M€.
- La société Prievidzske tepelne hospodarstvo (chauffage urbain à Prievidza, 47 000 habitants) a lancé deux AO pour résoudre la problématique du chauffage urbain après 2023. En effet, Prievidza est situé dans la région minière dont l'activité minière s'arrêtera en 2023 ce qui entraînera l'arrêt de production de la centrale thermique à Novaky. Cette dernière assure également le chauffage urbain de Prievidza. Le premier AO concerne la livraison et le montage de l'unité de cogénération dans la mine à Cigel (1,2 M€) et le deuxième AO concerne la construction des infrastructures d'interconnexion (9,5 M€). Les intéressés peuvent répondre jusqu'au 31 janvier. Prievidzske tepelne hospodarstvo appliquera la procédure concurrentielle avec négociation.

<https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:636754-2021:TEXT:FR:HTML&src=0&tabId=0>

<https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:636800-2021:TEXT:FR:HTML&src=0&tabId=0>

Transports

Transport routier

- Mi-décembre 2021, le consortium des entreprises Doprastav, Strabag et Eurovia (groupe Vinci) a commencé la construction d'un tronçon de la voie express R2 entre Krivan et Mytna (Slovaquie centrale). Le tronçon de 10 km comprend 10 ponts. Les travaux de construction devraient coûter 232,15 M€ et doivent être achevés au printemps 2024.
- Fin décembre, l'Office des marchés publics, UVO, a pris la décision de l'annulation de l'AO concernant une partie du contournement sud-est de Kosice (deuxième ville du pays située à l'est). Il s'agit de la première partie d'un tronçon de 20 km. Ce tronçon sud-est de la voie express à Kosice a été coupé en deux parties : 14 km (valeur estimée de 138 M€) et 6 km (valeur estimée de 180 M€ car cette partie est techniquement plus compliquée). La Société nationale des autoroutes a écarté la première offre (consortium d'INC, Cedis et Cesty SK) au profit de l'offre du groupe français Eurovia (132,6 M€). UVO objecte le fait que le cahier des charges demande l'expérience de dix ans pour les travaux de construction et avec les standards de construction « FIDIC » (accords créés par la Fédération internationale des ingénieurs-conseils). Selon UVO, la demande des standards FIDIC devait être complétée par la notion « et l'équivalent ». Le ministère des Transports qui a la tutelle de la Société nationale des autoroutes argumente que la Slovaquie n'utilise pratiquement pas d'autres standards. De son côté UVO met en exergue que FIDIC n'est pas le seul standard dans le monde et son équivalent est légitime dans le pays depuis le 1er janvier 2020. Le ministère des Transports est menacé de ne pas être capable d'absorber le volume correspondant des fonds européens qui devaient financer les travaux. Le ministère déclare être même prêt à risquer le paiement de l'amende qui pourrait être décidée par la Commission européenne, estimée à 5-10 %, ce qu'il estime être



moins cher qu'un nouvel AO. En effet, sous l'effet de l'inflation, un tel AO pourrait résulter en une offre plus onéreuse en parallèle d'un retard conséquent des travaux de construction.

- Selon les autorités nationales, presque un tiers de 3 000 routes nationales se trouvent dans un état inadéquat et alarmant. C'est pourquoi, en 2020, la société publique chargée des routes nationales, SSC, a signé un contrat cadre pour quatre ans avec trois consortiums (Eurovia/Doprastav ; Cestne stavby Liptovsky Mikulas et Skanska) pour les futures réparations des routes nationales dont les coûts sont estimés à hauteurs de 170-200 M€. Selon les données préalables, en 2021, 300 km de routes nationales ont été réparées soit 100 km de plus par rapport au projet initial. L'objectif final prévoit encore la reconstruction de 400 km de routes nationales. Pour l'instant, les travaux ont coûté 70 M€ dont la moitié a été réalisée par le consortium Eurovia/Doprastav. A part ce contrat cadre, la société SSC dispose de 400 M€ supplémentaires en provenance des fonds européens à consommer d'ici 2023. Les fonds européens devraient notamment financer la construction des contournements ou la modernisation des carrefours et des ponts.
- La société municipale chargée du transport public à Bratislava, Dopravny podnik Bratislava DPB, procédera à l'achat de 80 bus pour 19 M€. Il s'agit des bus courts (12,2 m) qui ont la vocation de remplacer notamment les bus les plus obsolètes de 12-14 ans qui circulent encore dans la capitale. DPB a signé le contrat de livraison avec la société SOR Libchavy qui avait remporté le marché public.
- Par ailleurs, la même société fournira également les onze trolleybus hybrides à plancher surbaissé. Le contrat de ce marché s'élève à 7,2 M€. Par rapport au précédent achat réalisé en 2013, DPB a réussi à économiser 37 000 € / trolleybus.
- Après une année plutôt réussie avec 45 km de nouvelles autoroutes ou de voies expressives en 2021, il n'y aura que 13,5 km de nouvelles autoroutes remises en 2022 aux utilisateurs slovaques. Pendant les cinq dernières années, les autorités publiques ont remis aux automobilistes slovaques presque 130 km de nouvelles autoroutes et voies expressives. Pour mémoire, en 2018, le résultat était de 0 km. Même si l'année 2022 ne sera pas aussi riche que l'année précédente, l'Etat lancera plusieurs nouveaux projets autoroutiers dont notamment le carrefour entre les autoroutes D1 et D4 à Bratislava ce qui permettra de réellement contourner Bratislava – sans cette interconnexion, le trafic doit aujourd'hui passer par la ville. En effet, l'autoroute D4/R7 récemment réalisée (59 km) qui fait partie du contournement de Bratislava n'est pas reliée avec la principale l'autoroute du pays D1 qui entre dans la capitale par le nord. Selon les résultats préalables de l'AO sur le carrefour, ce marché public devrait être remporté par la société Doprastav pour 85 M€ (valeur estimée de 127 M€). Les autres participants peuvent encore objecter les résultats de l'AO qui doit être réalisé dans 3,5 ans.
- D'autres projets autoroutiers compliqués se trouvent au nord du pays surtout pour relier la Slovaquie avec la Pologne. Mais, selon les estimations, l'autoroute complète qui devrait soulager le trafic sur les routes nationales au nord du pays (30 000 véhicules dont 1/3 de poids lourds) ne sera pas construite avant 2029. En outre, cette année, doit être construit un passage pour les animaux sur l'autoroute D3 au nord qui, selon les exigences de la Commission européenne, doit atténuer l'impact négatif des autoroutes sur l'environnement. Sans la réalisation de ce passage, la Slovaquie pourrait perdre 300 M€ de fonds européens conditionnés par la construction de ce passage.
- Malgré l'annonce par le président de la région de Bratislava début de décembre que le nouveau prestataire du transport régional Arriva – et l'ancien opérateur Slovak Lines avaient trouvé un accord de sous-traitance pour quelques lignes de bus, les négociations entre les deux opérateurs n'ont finalement pas abouti. En effet, depuis mi-novembre, Arriva réalise le transport régional pour le compte de la région de Bratislava sans réussir à embaucher suffisamment de chauffeurs pour réaliser cette prestation. Ainsi, Slovak Lines devrait devenir le sous-traitant d'Arriva pour opérer sur quelques lignes. Début janvier, Arriva a annoncé que 90 % des lignes sont opérées y compris les districts les plus touchés par la pénurie de chauffeurs. Selon Arriva, la prime d'embauche de 4 000 € a permis de signer un contrat avec 30 chauffeurs supplémentaires. Au total, la société embauche 300 chauffeurs et a besoin de 50 chauffeurs supplémentaires pour assurer le service à 100 %. Jusqu'à fin janvier, elle appliquera la prime d'embauche de 3 000 € pour les intéressés. La région de Bratislava a imposé une amende à Arriva jusqu'à la date de prise en charge effective de 95 % des lignes. Ce seuil a été atteint peu avant les vacances de Noël. L'amende, qui s'élève à 930 000 € sera remboursée sous forme de transport régional gratuit aux abonnés pour le mois de janvier.

Transport ferroviaire

- Mi-décembre, la société ferroviaire publique chargée du transport de passagers, ZSSK, a signé un contrat avec la filiale polonaise du constructeur suisse Stadler. Le contrat concerne la livraison de quatre trains à double étage pour 77 M€. Les trains vont circuler en Slovaquie occidentale pour desservir notamment la



capitale. Les unités de six wagons ont une capacité de 611 places assises et vont rouler à 160 km/h. Cet AO a changé les résultats habituels car les marchés publics sont le plus souvent remportés par les acteurs locaux tchèques et slovaques. Selon le ministère des Transports, étant donné que les marchés publics sont d'une taille limitée en Slovaquie, ils suscitent un intérêt limité de la part des plus grandes sociétés ferroviaires.

- Début janvier, la société ZSSK a annoncé une forte perturbation de son trafic à cause de la pénurie significative de ses conducteurs de train du fait de la pandémie.

Environnement

- Le 14 décembre, le parlement a approuvé par une courte majorité la réforme des parcs naturels en dépit des objections de l'un des partis de la coalition gouvernementale. La réforme vise le transfert de propriété des parcs nationaux au ministère de l'Environnement en lieu et place du ministère de l'Agriculture. Le projet de loi a été plusieurs fois modifié afin de trouver une majorité. Le 25 octobre, les ministres de l'Environnement Jan Budaj et de l'Agriculture Samuel Vlcán ont signé le mémorandum sur la coopération relatif à la réforme des parcs nationaux ce qui a permis de débloquer le processus. Selon le nouveau consensus, les terrains des parcs nationaux passeront sous l'autorité de nouvelles administrations. En effet, le 31 mars 2022, les administrations des parcs nationaux verront le jour en tant qu'organisme subventionné par le ministère de l'Environnement et sous son autorité. Les représentants des municipalités et les experts seront également impliqués dans la gestion. Ces administrations auront pour tâche principale la gestion des terrains dans les parcs nationaux. Par ailleurs, dans les trois mois qui suivent la constitution de ces administrations, seront créés également les conseils des parcs nationaux en tant qu'organisme de consultation.
- Le premier transfert des terrains devrait avoir lieu le 1er avril 2022 et il concernera principalement trois parcs nationaux. S'agissant des autres parcs, le transfert se réalisera uniquement pour les parcs les plus protégés (quatrième et cinquième degré de protection). Les autres parcs avec de moindres degrés de protection, dont la superficie est la plus importante, seront ensuite transférés, une fois le zonage des parcs nationaux terminée, ce qui pourrait prendre plusieurs années. La réforme des parcs nationaux sera soutenue également par le financement issu du PNRR notamment par exemple pour les projets pilotes de tourisme dans les parcs naturels Poloniny et Muranska planina (16 M€).
- A partir du 1er janvier 2022, la Slovaquie a lancé le système de consignation des bouteilles PET et des canettes. Il s'agit des bouteilles et des canettes de boisson de 0,1 à 3 litres à l'exception des bouteilles de lait, de sirop et d'eau-de-vie. Elles sont consignées à hauteur de 15 centimes. Selon le ministre de l'Environnement, par ce biais, la Slovaquie mène « l'offensive contre les ordures et les déchets en Slovaquie ». Les autorités visent un retour de 90 % des emballages. Jusqu'à présent, il y a 2 000 sites de reprise de bouteilles et canettes. Les magasins de 300 m² et plus doivent participer obligatoirement au système. La période transitoire durera jusqu'à juin 2022, ce qui laisse le temps notamment pour vendre les bouteilles et les canettes non-consignées (sans la marque « Z ») qui se trouvent en stock des magasins.
- Début décembre, la Société des eaux dans la région d'Orava (nord du pays) a signé un contrat avec le consortium regroupant les sociétés Eiffage Construction, Vodohospodarske stavby Combin et Vahostav portant sur la construction de 30 km de canalisation. Ce contrat de 14,9 M€ permettra l'adduction d'eau pour 2 100 habitants de trois villages. La construction comprend six stations à pompe dont la plus grande à la puissance de 50 litres/seconde. Les travaux devraient se terminer le 31 décembre 2023.
- Le ministère des Transports et de la Construction, le ministère des Investissements, du développement régional et de la numérisation et le Fonds national pour le développement du logement ont conclu un accord pour pouvoir bénéficier de 48 M€ dédiés à la reconstruction complexe ou partielle de maisons à travers le pays, y compris dans la région de Bratislava. Ces ressources financières proviennent du paquet de crise REACT-EU et vont alimenter le programme régional opérationnel intégré. Le soutien sera octroyé par l'intermédiaire de crédits à long terme avec une échéance de 20 ans. La période éligible pour octroyer le financement est ouverte jusqu'au 31 décembre 2023, le taux d'intérêt dépendra de l'objectif du soutien et oscillera entre 0 – 2 %. Jusqu'à présent, le programme régional opérationnel intégré a alloué 171 M€ à 582 opérations de crédit. Grâce à ce financement, 8 100 ménages ont amélioré la performance énergétique de leur maison ce qui représente les économies énergétiques de 23 000 kWh ou encore la réduction des émissions de CO₂ de 8 100 t.



LETTONIE

Financement et fonds européens

- Le développement du système de transport en commun est l'une des priorités du ministère des Transports pour l'année 2022. Le montant total de financement prévu pour la modernisation du transport public représente 228,2 M€. Plus de moitié du financement, soit presque 126 M€, seront destinés à l'achat de seize nouveaux trains électriques. Plus de 70 M€ vont servir pour assurer la continuité de transport routier régional.

Infrastructures

- Le 17 décembre 2021, l'entreprise « Eiropas Dzelzceļa līnijas », actionnaire letton de la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, a lancé un appel d'offres portant sur la surveillance de la réalisation des travaux de la construction de la ligne principale de Rail Baltica en Lettonie. L'appel d'offres international pour les travaux de construction se déroulera en deux étapes. Le présent appel d'offres ne concerne toutefois pas la surveillance des travaux de construction des seize gares régionales sur la ligne principale. Les candidats doivent se présenter à l'appel d'offres avant le 28 février 2022. La deuxième étape devrait être annoncée en avril 2022 pour conclure un contrat FIDIC avec le gagnant de la deuxième étape de passation de marché à la fin de 2022.
- De 10 au 12 décembre 2021 s'est déroulé, en ligne, le premier « hackathon » Rail Baltica. Organisé par la coentreprise balte RB Rail AS et l'entreprise d'innovation Helve, cet événement a rassemblé plus de 150 participants de 23 pays. Au total, 17 projets visant à trouver des solutions innovantes pour la création d'une infrastructure de l'avenir autour du projet Rail Baltica ont été présentés.

Transports

- Lors de la conférence annuelle de l'OACI sur les négociations relatives aux services aériens (ICAN2021), qui s'est tenu à Bogota du 6 au 10 décembre 2021, un accord relatif au transport aérien a été signé entre la Lettonie et la République du Chili. Cet accord permettra d'entamer le transport aérien régulier entre les deux pays.
- Le 14 décembre 2021, le gouvernement a décidé de redéployer 49 M€ des fonds européens de la période de programmation en cours pour la modernisation de l'infrastructure ferroviaire existante. Le financement sera utilisé pour la mise en place des solutions visant à améliorer la sécurité des piétons le long des voies et sur les quais, ainsi que d'augmenter la vitesse de circulation des trains à 140 km/h sur les tronçons ferroviaires Riga-Daugavpils et Riga-Jelgava.

Energie

- A partir du 1er janvier 2022, les tarifs de gaz naturel pour les ménages augmenteront de 54,2% à 93%, en fonction du volume de gaz consommé. En revanche, les tarifs d'acheminement du gaz naturel resteront inchangés pendant les six premiers mois de l'année 2022.

ESTONIE

Energie

- Un standard de qualité des schistes bitumeux a été établi fin 2021. Ce standard définit la qualité minimale attendue pour pouvoir vendre des schistes bitumeux estoniens, et permettra de distinguer plusieurs types de schistes bitumeux à l'avenir.
- Taavi Veskimägi, PDG d'Elering, a affirmé que l'Estonie ne courait pas de risque de pénurie d'électricité pour cet hiver – ni pour les prochains. Toutefois, il considère qu'il faudra accroître le nombre de centrales électriques d'ici 2030 pour maintenir cette stabilité.
- Le gouvernement a réaffirmé son soutien au marché européen de l'électricité.

Prix de l'énergie

- Tout ménage disposant d'un revenu net inférieur au revenu médian (1 126 € par mois pour une personne, 1 689 € pour un couple et 2 365 € pour un couple avec deux enfants) est éligible à une aide supplémentaire de l'Etat. Les demandes de compensation sont traitées par les autorités locales.
- Utilitas a annoncé une hausse du prix du chauffage de 17% à Tallinn, à partir de février. Le prix du MW/h atteindra alors 97,15 €.



- Le prix d'un contrat fixe de gaz naturel a augmenté de 354% entre décembre 2020 et décembre 2021. Dans le même temps, le prix d'un contrat fixe d'électricité a augmenté de 145%.
- Le gouvernement a suspendu les frais d'exploitation du réseau gazier jusqu'en mars, afin d'alléger la facture des ménages. Cette mesure va coûter 24,5 M€ à l'Etat.
- Le gouvernement envisage de renoncer à une partie des dividendes dues par Elering à l'Etat, afin de réduire la pression sur l'opérateur. Taavi Aas a proposé qu'Elering ne paye que 10 M€ de dividende sur 2021 (au lieu de 24 M€) et n'en paye pas pour 2022 et 2023.

ENR

- Eesti Energia prévoit d'accélérer ses investissements dans les énergies renouvelables en 2022, dans le cadre de son plan d'investissement de 600 M€ entre 2021 et 2023. Des investissements sont prévus dans le domaine du solaire et de l'éolien, ainsi que sur le réseau de distribution. L'objectif est d'avoir une capacité de production d'électricité d'origine renouvelable de 1,3 GWh par an d'ici 2025.
- Marketex Offshore Constructions, filiale du groupe estonien BLRT Grupp, a signé un contrat avec l'opérateur Van Oord pour la construction des structures métalliques nécessaires aux éoliennes offshore, dans le cadre d'un projet de ferme éolienne offshore d'une capacité de 759 MW située au large des côtes néerlandaises.
- L'Autorité Estonienne de Protection des Consommateurs soutient la demande de permis de construire déposée par Utilitas pour l'établissement d'une ferme éolienne offshore au large de Parnü, dans le Golf de Riga. Ce projet planifie la construction de 299 turbines qui permettront de produire jusqu'à 5 980 MW. Utilitas doit désormais déposer son étude d'impact environnemental dans les 18 prochains mois.
- En novembre 2021, Enefit Green a produit 122,9 GWh d'électricité, soit 2,1% de moins qu'en novembre 2020. Cette baisse s'explique par un manque de vent pour les éoliennes au cours du mois.
- En 2021, Elering a reçu 25 demandes de construction de centrales électriques, dont 18 basées sur l'énergie solaire. En comparaison, Elering a reçu 6 demandes de 2017 à 2020. Ces 25 demandes couvrent une capacité de 2 665 MW, soit presque autant que la capacité actuelle du réseau estonien (environ 3 000 MW). Elering doit se prononcer sur ces demandes dans les mois à venir.
- Novo Solar OÜ et Combiwood Invest OÜ vont s'associer pour faire naître l'entreprise KC Energy OÜ, spécialisée dans la production d'énergie solaire.

Hydrogène

- Utilitas a reçu un soutien de 5 M€ de la part du centre d'investissement environnemental (KIK) pour développer les infrastructures nécessaires au développement d'une flotte de taxi à hydrogène.
- Le gouvernement estonien a apporté son soutien à la participation de trois entreprises estoniennes (Skeleton Technologies ; Elcogen ; Stargate Hydrogen Solutions) au projet important d'intérêt européen commun (PIIEC) H2 Technology, autour de l'énergie hydrogène. Le gouvernement versera 67,5 M€ sur la période 2022-2026.

Infrastructures

Rail Baltica

- La route-viaduc d'Assaku, située au-dessus d'une portion de l'axe Tallinn-Tartu-Voru-Luhamaa, sera construite par AS Trev-2 Grupp. Le contrat s'élève à 3,86 M€ hors TVA., pour un viaduc de 64 m de long. Les travaux vont démarrer dans les premiers mois de 2022, pour une durée estimée à 20 mois.
- Un sondage d'opinion réalisé en novembre illustre le soutien de la population estonienne au projet Rail Baltica : 68% des personnes interrogées considèrent que le projet aura un impact positif sur l'Estonie.
- Le projet de conception préliminaire du dépôt de matériel roulant, prévu en bordure de Tallinn, a été achevé. La conception finale est attendue pour l'automne 2022. Entre 60 et 120 emplois seront créés par ce dépôt.
- Le terminal passager de Rail Baltica à Ülemiste s'appellera Linda, en référence à la mythologie estonienne. L'appel d'offre pour la construction du terminal est attendu début 2022.
- Un débat public est organisé le 21 janvier, pour présenter le rapport d'impact environnemental (publié sur le site internet de l'Autorité Estonienne de la Protection des Consommateurs) de la section ferroviaire Ülemiste – Kangru, prévue dans le projet Rail Baltica. Ce débat se déroulera sur Teams, et s'appuiera sur toutes les questions et remarques déposées en ligne.
- Un rapport publié par l'ONG « Avalikult Rail Balticust » (ONG critique envers le projet Rail Baltica dans son ensemble) affirme que la transition du fret routier au fret ferroviaire sera plus coûteuse et plus difficile qu'envisagée par le gouvernement. Le gouvernement a rejeté ce rapport pour des éléments de forme.



Connectivité et territoires

- La route de glace entre Haapsalu et Noarootsi ne sera pas ouverte cet hiver, le coût de maintenance étant trop élevé.

Transports

Transport en commun et mobilités douces

- La compagnie de bus Ecolines Estonia a vu ses revenus chuter de 78,8% entre 2019 et 2020. En 2019, la compagnie affichait un profit de 4,7 M€ alors qu'elle affiche une perte d'environ 0,4 M€ en 2020.
- La ville de Tallinn prévoit l'acquisition de 150 bus fonctionnant au gaz en 2022. 60 nouveaux abribus seront également construits. A plus long terme, la ville prévoit également l'achat de 8 nouveaux trams.
- La ville de Tallinn a obtenu 118 751 € pour développer l'usage du vélo dans le trafic urbain, dans le cadre du programme EIT Urban Mobility. Ce fonds servira à collecter des données sur les habitudes des cyclistes à Tallinn, afin de flécher les principaux investissements futurs. 500 cyclistes seront équipés d'un capteur géographique pour recueillir ces données, et recevront 30 € par mois en compensation.
- La ville de Tartu a lancé un appel d'offre pour trouver l'opérateur de son réseau de bus de 2023 à 2028. Le réseau couvre plus de 4,3 M de kilomètres. Les entreprises peuvent soumettre leurs offres jusqu'au 7 février.

Ferroviaire

- En novembre, 1,8 M t de marchandises ont transité sur les lignes d'Eesti Raudtee. C'est 33% de plus qu'en novembre 2020 et 6% de plus qu'en novembre 2019. De janvier à novembre 2021, 11,9 M t de marchandises ont transité sur les lignes d'Eesti Raudtee, 16% de plus qu'à la même période en 2020.
- En novembre, 490 000 passagers ont circulé sur les lignes d'Eesti Raudtee. C'est une baisse de 3,5% relativement à novembre 2020 et de 32,3% relativement à novembre 2019.
- Elron, principal opérateur ferroviaire pour le transport de passager, a augmenté ses tarifs de 9,5% au 1er janvier 2022. Cette hausse compense l'augmentation du prix de l'énergie et des frais d'entretiens des lignes. A titre d'exemple, un billet reliant Tallinn et Tartu coûtera désormais 13,60 € au lieu de 12,50 €.
- Eesti Raudtee souhaite augmenter la vitesse de ses trains sur la ligne Tallinn – Tartu, de 140 km/h à 160 km/h. Cette décision est soumise à l'accord de l'Autorité Estonienne de Protection des Consommateurs.

Maritime

- En novembre, les ports estoniens ont vu transiter 2,8 M t de marchandises, soit 8,4% de moins qu'en novembre 2020. De janvier à novembre 2021, ce sont 36,3 M t de marchandises qui ont transité dans les ports estoniens. Les résultats de 2021 devraient dépasser ceux de 2020, année pendant laquelle 37,6 M t de marchandises ont circulé dans les ports estoniens.
- En 2021, Tallink Grupp a transporté 2 961 975 passagers, soit 20,6% de moins qu'en 2020. Cette chute s'explique essentiellement par la suspension des lignes entre la Lettonie et la Suède, ainsi que la réduction des voyages entre la Finlande et la Suède. Toutefois, le dernier trimestre 2021 a été très bon puisque le groupe a transporté 1,1M de passagers – 142,6% de plus qu'au 4ème trimestre 2020.
- En 2021, Tallink Grupp a transporté 369 170 unités de chargement, soit 2,5% de plus qu'en 2020.
- TS Laevad, compagnie assurant les traversées entre le territoire métropolitain et les îles estoniennes, a compté 2 M de passagers de janvier à novembre 2021. C'est 11% de plus que pour la même période en 2020.
- Le ministère des Affaires Economiques souhaite réorganiser la flotte maritime de l'Etat en 2022, sous l'égide d'Eesti Loots, et souhaite proposer un plan d'action d'ici le 31 mars. L'objectif est d'économiser 26 M € en 10 ans en rassemblant les flottes de toutes les agences gouvernementales dans une seule flotte. Ce projet est porté par Kaupo Laanerand, secrétaire général du Ministère préposé aux affaires maritimes.
- La taxe de navigation pour tous les bateaux entrant dans les ports estoniens est réduite de 50% jusqu'au 31 décembre 2022, pour soutenir la compétitivité du commerce maritime.

Aérien

- Le plan d'action pour la fusion de trois compagnies aériennes (Nordica, Regional Jet et Transpordi Varahaldus) sera présenté au gouvernement et à la Commission Européenne au début du second semestre 2022.



- En 2020, le nombre de passagers dans l'espace aérien estonien a diminué de 73,7%. C'est sensiblement autant que dans l'Union Européenne (-73,3%).
- Les travaux de l'Aéroport de Tallinn, commencés en 2012, sont presque terminés. De nouvelles voies d'accès sont disponibles pour les voitures et l'aéroport dispose de fonctionnalités plus écologiques, notamment dans la gestion de l'eau et des hangars.
- NyxAir va ouvrir une ligne entre Pärnu et Helsinki de mai 2022 à août 2022.

Environnement

- eAgronom, créateur de logiciels agricoles, a lancé le Solid World DAO. Il s'agit d'un marché d'émission carbone basé sur la blockchain, assurant transparence et prix juste. Ce marché permettra de financer des projets et de suivre leur évolution en toute transparence.
- Selon Eurostat, en 2020 le montant des taxes environnementales représentait 7,1% du montant total des taxes en Estonie. La moyenne européenne est située à 5,4%.
- Un audit de BM Certification Estonia OÜ a salué la gestion des forêts par l'agence gouvernementale RMK, notamment en matière de sauvegarde environnementale. De ce fait, RMK a vu son certificat de gestion forestière FSC (Forest Stewardship Council) prolongé de 5 ans.
- Début décembre 2021, un comité de chercheurs a remis au ministère de l'Environnement un projet de plan décennal pour la gestion des forêts estoniennes. Ce projet va être revu et soumis à des modifications, mais devrait être la base de la stratégie pour les forêts estoniennes lors de la décennie 2020 – 2030.
- Le CERN (laboratoire européen pour la physique des particules) a acheté des testeurs de batteries auprès d'Energiatehnika OÜ, pour tester plus de 23 000 batteries hautes-puissance.
- Le ministre des Affaires Economiques et des Infrastructures, Taavi Aas, a appelé à une réforme du marché européen des émissions carbone, pour limiter sa volatilité. En revanche, il a écarté l'idée de faire disparaître ce marché.
- La Commission Européenne a fixé l'objectif d'améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments les plus énergivores, avec l'objectif de n'avoir aucun bâtiment sous la classe énergétique C. Selon une étude menée par l'Université de TalTech, cette vague de rénovation coûterait 22 Mds€ à l'Estonie sur les 30 prochaines années.
- L'Estonie a reçu 9,5 M€ de l'Agence exécutive européenne pour le climat, les infrastructures et l'environnement (CINEA) pour la rénovation des bâtiments. Ce montant est intégré au Buildest Project, qui s'élève désormais à 16,3 M€. Ce projet pilote la rénovation des bâtiments en Estonie, avec l'objectif de rénover 22% des bâtiments les plus énergivores d'ici 2030.

© Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne @DGTresor Poland

Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.